

CIBLE

Transparence

A lire les textes, on peut croire que le Parlement européen contribue à la procédure législative européenne selon les principes de la démocratie, dans la transparence et par le travail honnête de députés fort bien rémunérés.

A lire le nouveau site *LobbyPlag*, certains élus ne sont pas étouffés par les scrupules : ils intègrent en copier-coller dans les amendements qu'ils présentent des éléments fournis par les groupes de pression. Les comparaisons établies entre la production de ces derniers et le résultat du « travail » parlementaire ne laissent aucun doute : les députés repérés sont de simples exécutants – de la Chambre américaine du commerce, de la Fédération européenne des banques par exemple.

On devine sans peine que les services rendus par ces députés sont très correctement rémunérés. On peut affirmer que certains fonctionnaires de la Commission européenne font eux aussi l'objet de délicates attentions et de substantiels dédommagements.

Corruption dans tous les bâtiments européens et à tous les étages ! Et ils veulent qu'on croie à cette Europe-là !

GUERRE DES MONNAIES

La France prise au piège

Europe

**Espoir pour
la pêche**

p. 6-7

Idées

**Paul
Ricœur**

p. 9

Sans honneur, sans patrie

A l'heure où disparaît Stéphane Hessel, des attaques se font sans cesse plus nettes contre le programme du Conseil National de la Résistance. Il n'est qu'à écouter les récents propos de Xavier Bertrand pour s'en convaincre.

Le programme du CNR n'est pas une vieille lune à laquelle ne seraient attachés que des passésistes, de vilains conservateurs qui s'opposeraient à toutes fins à je ne sais quel progrès, à je ne sais quel « *nouveau monde* » auquel il faudrait s'adapter coûte que coûte pour ne pas mourir. Ce programme a simplement servi de matrice idéologique et politique pendant les 68 ans qui nous séparent de la fin de la guerre.

Passe que des idéologues de bas étage, comme Denis Kessler, se répandent en propos haineux contre un programme qui a fait de la France ce qu'elle est aujourd'hui - mais que des politiques lui emboîtent le pas, ce n'est pas tolérable. Au cours d'un entretien du matin sur France Inter, Xavier Bertrand, cacique de l'UMP, a simplement déclaré que tout ce que contenait le susdit programme appartenait à l'histoire et qu'il serait grand temps de passer à autre chose.

L'inculture de « Joufflu de Saint-Quentin » n'étonnera personne. Rappelons-lui un certain nombre d'éléments fondateurs. Le CNR, voulu par le général de Gaulle et mis sur pied par Jean Moulin voit sa première réunion se tenir le 27 mai 1943. Si vous passez rue du Four (à Paris dans le 6^e arrondissement), ne manquez jamais de voir la plaque qui commémore l'événement. Ce groupement comprend les principaux mouvements de la Résistance et des représentants de deux syndicats majeurs (CGT, CFTC) et de partis politiques de gauche comme de droite. Le but est de présenter un front commun de la Résistance face aux puissances alliées et ensuite, et surtout, de préparer la France d'après la Libération.

C'est chose faite le 15 mars 1944. Pour après que furent les tractations, le résultat en valait largement la peine. On peut à cet effet lire les contributions de chacune des organisations présentes (1). Les partis de gauche ont été en pointe et ceux de droite n'ont

pas trouvé ce programme extravagant comme la suite le démontrera. Nous passerons sur le volet « *action immédiate* » qui vise à organiser l'avant-libération. Ce qui nous intéresse ici, c'est la deuxième partie, celle qui permettra la reconstitution d'un régime démocratique et la mise sur pied d'une véritable république sociale. N'en déplaise à monsieur Bertrand, c'est le nœud de l'affaire. Dois-je lui rappeler que la Constitution de notre pays indique de manière on ne peut plus claire que la République Française est « *démocratique et sociale* » (article premier).

A bon droit, on a considéré que ce programme - nationalisations, création de la Sécurité sociale, réajustement des salaires, droits syndicaux, etc. - pouvait être considéré comme la part non réalisée du programme du Front Populaire. C'est pour partie exact mais il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agissait aussi de revenir sur la politique Pétain-Laval, de cette espèce de paternalisme rance qui visait à

figer les positions sociales et à engourdir toute velléité de révolte populaire.

Outre cette partie proprement économique et sociale, s'en trouvait une autre qui visait à encadrer autant que ce fut possible la nécessaire épuration des élites dirigeantes de Vichy et de tous ceux qui avaient prêté la main à sa politique, quels qu'en fussent les moyens d'action.

Ce programme a permis la reconstruction d'un pays ruiné, assuré le décollage économique et garanti aux Français leurs moyens d'existence. Les changements politiques n'en ont rien modifié : le retour du général de Gaulle en 1958 et sa politique le démontrent amplement et même les années Giscard ne se sont pas éloignées du modèle tracé. Pourtant les ennemis de la république sociale n'ont jamais baissé les bras. Les classes économiques dirigeantes de la guerre n'ont pas eu la possibilité de contester efficacement cette politique, parce qu'elles s'étaient compromises pour longtemps.

Pourtant, on peut déceler vers 1965 les premières remises en cause de cet édifice. Le patronat poussait fort à cela, mais c'est la victoire idéologique du néo-libéralisme dans les années 70 qui a été décisive. Dès les années 80, le détricotage du « modèle social » français est en cours et ce n'est pas François Hollande qui y mettra fin, à moins évidemment que nous ne lui en laissions pas le choix...

Pascal BEAUCHER

☞ (1) <http://www.fp54.fr/index.php/Encyclopedie/Sujets-de-societe/Les-jours-heureux-Programme-du-Conseil-National-de-la-Resistance.html>

royaliste 
BI-MENSUEL • DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Sans honneur, sans patrie - p.3 : Tourne, tourne, petit manège - p.4 : De la guerre à la guerre - p.5 : Printemps romain - p.6/7 : Un espoir pour la pêche - p.8 : Ein Reich, ein Volk, ein Führer ! - p.9 : Le centenaire de Paul Ricoeur - p.10 : Images cocos et anticocos - Dernier roi - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Oligarques en péril.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (50 €)

☐ soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Tourne, tourne, petit manège

La machine médiatique s'attarde complaisamment sur les faits divers et la comédie politique, mais évacue très vite l'actualité sociale. Le manège tourne mais il va finir par se détraquer.

La hiérarchie de l'information à la télévision est un sujet dont on ne parvient pas à se lasser même si l'étonnement et l'indignation finissent par s'émousser. Nous savons tous que le média télévisé accorde plus d'importance à la météorologie qu'à l'actualité sociale. Le traitement de l'actualité pendant la première semaine de mars en apporte la millième vérification.

À Bayonne, le 4 mars, un salarié de La Poste a tenté de se suicider sur son lieu de travail. Il a laissé une lettre dans laquelle il dénonce les humiliations qu'il a subies dans cette entreprise « *autrefois formidable et aujourd'hui si déshumanisée* ». Plusieurs autres employés et cadres ont mis fin à leurs jours et les protestations des syndicats de La Poste restent sans plus d'effets que la **prise de conscience** qui semblait avoir eu lieu après les nombreux suicides de 2008 et 2009 chez France Télécom. Combien de morts faudrait-il pour que les principales chaînes placent la question du *management par le stress* au centre des journaux télévisés ?

La violence subie quotidiennement par d'innombrables salariés est vite expédiée par les directeurs de l'information médiatique alors que les débordements de grévistes font l'objet de commentaires effrayés. Il est regrettable que des ouvriers agressent des

fonctionnaires de police qui sont eux aussi victimes de l'ultra-libéralisme mais les affrontements entre les salariés de Goodyear et les CRS - 19 blessés chez ces derniers - montrent que les victimes des patrons, abandonnés par le gouvernement et méprisés par les médias, sont en train de passer de la colère à la fureur. Ce n'est pas en prenant systématiquement le point de vue des patrons que les directeurs de l'information apaiseront les tensions sociales - au contraire.

Autre question traitée à la va-vite, très exactement pendant douze heures d'antenne, c'est la *Journée de la femme* qui donne lieu à de belles dissertations et à un exercice obligé sur l'inégalité des salaires masculins et féminins. Celle-ci varie entre 18 et 28 % selon les secteurs et, bien entendu, les journalistes et les autorités concernées proclament que ce n'est pas bien. Hélas, si l'on se reporte dix ans en arrière, on observe ceci : selon les différentes statistiques, l'inégalité salariale ne se réduit pas ou si faiblement qu'il faudra des décennies pour en venir à bout. Certes, Najat Vallaud-Belkacem a annoncé des sanctions pour les entreprises qui ne respectent pas le principe d'égalité. On doute que le **dossier** soit suivi mois après mois dans les journaux télévisés. La Femme, reine d'un jour, a été remise dès le lendemain. On ose dire qu'elle

figure parmi les *marronniers* de l'actualité médiatique.

Ces vues cavalières ne signifient pas que les médias désertent le domaine social. Au contraire ! Tous les éditorialistes des radios et télévisions et la plupart de leurs confrères de la presse écrite répètent du matin au soir qu'il faut faire des réformes. Mais ce sont des « *réformes structurelles* » comme on dit à la Commission européenne : flexibilité du marché du travail, baisse des retraites, économies sur la santé publique... Dès qu'il s'agit de couper, de ponctionner, de sacrifier, la chanson est toujours la même : *nous n'avons pas le choix !*

Le système paraît complètement verrouillé. Et pourtant ! Nous venons d'assister à l'effondrement moral de la gauche morale. En couvrant l'opération de promotion personnelle et d'optimisation financière réalisée, si l'on ose dire, sur le dos de Dominique Strauss-Kahn par Marcela Iacub, *Le Nouvel observateur* et *Libération* ont démontré qu'ils avaient sombré dans la marchandisation à tout-va. (1) Ces deux titres, qui comptent parmi les principales sources d'inspiration du gouvernement et du Parti socialiste, ne subsistent que comme épaves. Leur naufrage en annonce d'autres, médiatiques et politiques.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. l'article d'Éric Conan : « *Marcela Iacub, Kerviel du sexe ?* » *Marianne* du 2 mars : <http://www.marianne.net/Marcela-Iacub-kerviel%C2%A0du%C2%A0sexe%C2%A0a226969.htm>

L'écho des blogs

Pascal Lamy, un Monti à la française ?

Pascal Lamy termine sa mission de Directeur général de l'OMC le 31 août. Il sera donc à la disposition du Parti Socialiste dès septembre. Des rumeurs courent sur son futur. Il ne dément rien. Aurons-nous un Monti à la française ?

Questionné par Jean-Jacques Bourdin (1), il nous livre sa vision du monde qui, affirmons-le, est totalement étrangère aux valeurs du socialisme. Pascal Lamy fixe le basculement du monde en 2012 car dit-il « *à cette date le volume de la production des pays pauvres ou émergents dépasse celui des pays développés.* » Il pronostique une accélération de cette tendance car dans les dix prochaines années notre croissance devrait être de 2 à 2,5 % l'an alors que celui des autres pays devrait atteindre 6 à 6,5 %. Et cette réalité de la mondialisation s'impose à nous comme un GPS nous indique une direction à suivre. Lui poser la question d'un protectionnisme comme solution pour protéger notre modèle de développement, Pascal Lamy s'en offusque car « *restreindre les importations pour protéger les emplois ça ne marche pas, à supposer que cela eut marché.* » Et d'avancer un argument d'autorité « *40 % de ce que nous exportons vient de nos importations. Dans 20 ans se sera 60 %.* » Proclamer un choix politique de réindustrialisation n'est donc pas la direction donnée par le GPS Lamy !

Ce qu'il faut c'est une politique de réformes pour s'adapter. Et peu importe que notre modèle social passe à la trappe car c'est le respect des règles sociales internationales qui s'imposent à nous comme règles communes. Elles s'imposent en Inde, en Chine comme en France. Les Chinois ferait-il du *dumping* ? Non répond Lamy « *les Chinois sont payés 5 fois moins que les Français mais leur productivité est 5 fois plus faible* » donc nous commerçons équitablement. D'ailleurs assène-t-il nos exportations se développent plus en Chine qu'en Europe. Le modèle à suivre c'est, de manière très originale, l'Allemagne et pour exemple de mesure à prendre, « *comme dans les entreprises commençons par réaliser 10 % d'économie sur les frais généraux...* ». Y aurait-il une guerre des taux de change comme arme commerciale ? Non, répond Lamy « *Sur 20 ou 30 ans l'euro est stable (sic), le dollar est stable et la monnaie chinoise s'est appréciée...* »

Et votre devenir politique Monsieur Lamy questionne le journaliste « *Voyons ce qui est arrivé à Monti et réfléchissons à ce cas de figure.* » La démocratie est un bon GPS en effet, puisse-t-elle être écoutée ?

François ENNAT

(1) http://www.dailymotion.com/video/xxvhqn_bourdin-direct-pascal-lamy-1-03_news?start=1248&UTXD0TA02Fc

De la guerre à la guerre

L'acte final du dernier G 20 comme les différentes déclarations de politiques sur l'ensemble de la planète font craindre la continuation et l'intensification de l'utilisation de l'arme monétaire comme moyen de créer chez soi de la croissance. Explications.

Messieurs Shinéo Abé et Guido Montéga ont un point en commun. L'un est Japonais et nouveau Premier ministre issu des dernières élections et l'autre est le ministre des Finances du Brésil. Tous deux ont une même ligne en matière d'économie : ils considèrent que leur monnaie respective est surévaluée et par conséquent qu'un ajustement à la baisse serait nécessaire à la croissance dans leur pays. S'ils étaient les seuls à faire ce genre de déclaration, cela ne serait encore pas trop inquiétant. Ce qui l'est en revanche, c'est que d'autres qu'eux se livrent au même exercice sans en parler jamais.

À la base du raisonnement économique, la valeur d'une monnaie est fonction d'éléments divers et qui entrent parfois en contradiction les uns avec les autres. Pour faire simple, chaque pays à sa propre structure, elle dépend notamment de sa taille, de son poids démographique et économique, de la structure de son système de production et de distribution. Ainsi, même à l'intérieur d'une zone économique dite *intégrée* tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne, fussent-ils voisins et d'importance comparable. Techniquement, la valeur d'une monnaie ne devrait, selon les économistes libéraux, ne dépendre que de

facteurs économiques quantifiables et susceptibles de comparaison d'un pays à l'autre.

De long temps, tout le monde sait trop bien que les choses ne fonctionnent pas ainsi. La monnaie est d'abord et avant tout un instrument de puissance souveraine et doit donc, dès lors, participer à la politique économique d'un pays. Cela, certains États l'ont aisément compris et en font une pratique quelque fois outrancière. C'est le cas principalement de la Chine qui *trafique* de manière éhontée le cours de sa monnaie pour s'attribuer un avantage décisif pour un pays dont le principal atout économique réside dans sa capacité à être *l'usine du monde*. Au fil des discours, différents dirigeants ont souligné cet aspect des choses et se sont voulus plus ou moins inquiétants à l'endroit de ce pays. Ce fut notamment le cas en 2010 quand le président Obama a menacé Pékin de représailles économiques. Sans résultat. La tricherie est donc de mise et d'autres que les Chinois se livrent au même exercice avec un certain succès. Il n'est pas jusqu'à la Suisse qui profite allègrement de la sous-évaluation de sa monnaie pour exporter en masse ses produits.

Les autres pays sont évidemment tentés de faire de même. Les croissances en

berne de nos pays occidentaux remettent au goût du jour une solution qui n'est pas sans avoir de solides avantages. La conservation d'un tissu industriel rend nécessaire de ne pas être entravé dans ses efforts par une monnaie trop chère. Une simple variation du taux de l'euro, par rapport au dollar par exemple, rend obsolètes toutes les politiques de baisse des coûts, telles celles qui sont pratiquées dans la zone euro. L'Union européenne fait le choix de la déflation, entendez la baisse des salaires, des cotisations sociales, quand d'autres trafiquent simplement leur monnaie en ne touchant à rien de leurs édifices sociaux. La baisse de la valeur de la monnaie apporte un avantage quantitatif d'importance. Il fait mécaniquement baisser le prix des marchandises destinées à l'exportation. Il est vrai qu'il faut du temps pour que ce **plus** en vienne à donner des résultats. Pendant ce temps, les importations, elles, voient leur prix immédiatement augmenter. En fin de compte, le pays qui pratique la dévaluation s'y retrouve largement.

Cependant, cette guerre de tous contre tous ne saurait être sans conséquences. Dans un marché entièrement libre il est même inconcevable que tout le monde suive la même politique qui peut amener des désordres dangereux dans le

système d'échanges. C'est pourtant ce qui nous menace. Le G 20 n'est pas parvenu à trouver un accord qui puisse empêcher de tels dysfonctionnements. Pour autant, la désindustrialisation de notre Europe doit faire réfléchir. Les Anglais, restés prudemment en dehors de l'euro le voient bien puisque leur pays est en voie de réindustrialisation grâce à une politique voulue de faiblesse de la livre. Il n'est pas question de cela avec l'euro. La Banque centrale européenne, qui a les yeux rivés sur l'inflation et la dette, ne veut pas entendre parler de croissance économique. **Précisons** : en dehors de l'Allemagne et quelques *happy fews* qui profitent structurellement, pour le moment, d'un euro largement surévalué. François Hollande a tenté une timide sortie sur ce sujet avant d'être sèchement rembaré par la *patronne* de l'Europe.

Avons-nous pourtant le temps d'attendre que la monnaie unique chute d'elle-même ? Rien n'est moins sûr. Nous serions probablement morts avant... Voilà pourquoi nous devons nous intéresser aux travaux de ceux qui clament, de moins en moins dans le désert, que les choses ne peuvent plus continuer ainsi. La honteuse loi sur la compétitivité en est une preuve. C'est économiquement idiot et socialement criminel. L'avantage des cassandres est de mettre en garde. Les nôtres proposent aussi des solutions. Il est aujourd'hui possible et souhaitable de sortir de l'euro en suivant un plan bien déterminé plutôt que d'être le jouet des événements. Des mesures sont possibles, notamment avec des ajustements des conditions d'échanges qui sont de nature à éviter les effets dévastateurs de la guerre des monnaies. (1) Nous devons nous préparer et que nos politiques le sachent : ce sera avec ou sans eux...

Charles GUÉMÉNÉ

☐ (1) Voir la dernière étude de Jacques Sapir sur <http://russeurope.hypotheses.org/987>

Printemps romain

Un nouveau chef spirituel, un nouveau président, de complets nouveaux venus en politique, le printemps arabe a-t-il traversé le canal de Tunisie ?

Le 11 février, lorsque le pape Benoît XVI a annoncé sa renonciation, était veille de mardi-gras. Deux semaines plus tard, le grand gagnant des élections générales italiennes était un ex-comique, un *Coluche italien* a-t-on dit, Beppe Grillo, emmenant à Montecitorio des centaines de parlementaires sortis de nulle part. Nulle opposition plus profonde à première vue entre les deux rives du Tibre. N'avait-on pas répété à l'envi que le favori de Benoît XVI était le Premier ministre sortant, le professeur d'économie Mario Monti, qu'il avait reçu six fois en quinze mois et dont le gouvernement comptait presque autant de catholiques pratiquants que de ministres ? Monti était aussi le favori de la chancelière allemande, Angela Merkel qui, elle, n'a plus guère qu'un seul catholique pratiquant dans son cabinet *démocrate-chrétien* et ne passe pas pour avoir eu beaucoup d'atomes crochus avec Ratzinger, mais au moins parlait la même langue : on se comprenait.

Une Italie *grillosconesque*, vocable issu de l'adjonction des deux noms de Grillo et de Berlusconi (même s'il est important de distinguer le *poujadiste* fiscal qu'est Berlusconi du candidat anticorruption et antisystème qu'est Grillo), passe en effet aux yeux de ses censeurs pour une arlequinade jouée par des *clowns* et autres figures de carnaval. Et ce

papier, d'ailleurs rédigé à la mi-carême, aurait dû être intitulé *le carnaval romain*, si l'on n'avait craint d'étendre ce qualificatif indifféremment aux deux périodes d'inter-règne qui se sont ouvertes pratiquement le même jour, le 28 février, au Vatican qu'a quitté le pape Benoît, et au palais Chigi par M. Monti qui a remis sa démission au président de la République italienne, le nonagénaire Giorgio Napolitano.

Le mandat de ce dernier, ancien *stalinien* reconverti, arrive lui-même à échéance en mai, son successeur au Quirinal devant être élu par ces nouvelles assemblées de *bouffons*. Il serait en effet parfaitement irrévérent de comparer les 115 cardinaux du conclave à ces grands électeurs novices élus par les Italiens indignés. Néanmoins, si on écarte les images du conclave imaginé et filmé par le réalisateur Nanno Moretti dans *Habemus Papam*, pas loin du carnavalesque par moments, il faut bien se rendre à l'évidence d'une surreprésentation italienne (28) et surtout de la Curie romaine (39) où les étrangers, africains compris, se font plus romains que nature.

Or ces impressions sont superficielles et doivent être combattues. Car l'une comme l'autre de ces deux vacances du pouvoir peuvent produire exactement l'inverse de tout ce qui est redouté par les esprits frileux et les éternels

frustrés. « *Vox Populi, vox Dei* » : comment ne pas voir au contraire dans l'actualité romaine de ces quelques semaines les signes précurseurs du printemps ou dans le langage religieux, de la résurrection de Pâques ? Le grand sociologue du catholicisme, Émile Poulat, aime à répéter ce mot du polémiste catholique du XIX^e siècle Louis Veuillot : « *on voit ce qui meurt et on ne voit pas ce qui naît* ». Il y a évidemment un grand déséquilibre dans l'information entre ce qui est et ce qui devient, car leur connaissance est nécessairement fort inégale. Il est très difficile de repérer les jeunes pousses dont beaucoup ne porteront pas de fruits ou de feuilles. Mais il y a plus : la peur. Les médias ne sont pas portés à l'anticipation, encore moins à la prophétie. Ils redoutent de se tromper, d'annoncer de fausses *nouvelles*, de se lancer sur de fausses pistes. Ils sont par nature et par inclination *conservateurs* de ce qui est. Leurs prévisions sont contenues dans le strict prolongement de ce qui est. Or l'histoire est aussi importante par ses ruptures que par ses continuités.

L'Église est un modèle de ce point de vue. Et si les Italiens devaient être finalement déçus de leur nouvelle chambre et de leur nouveau président, au moins pourront-ils se consoler avec leur nouveau pape. Même s'il ne devait pas être Italien, il sera toujours, par définition canonique, l'évêque de Rome, donc **romain**. Ils préféreront un miracle à deux ou à pas du tout.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **JAMAÏQUE** – Ancienne colonie britannique, l'île fait partie du Commonwealth et est une monarchie constitutionnelle depuis son indépendance en 1962. Chef de l'État, la reine Élisabeth II est représentée par un gouverneur général. L'arrivée au pouvoir, en janvier 2012, du *Parti national du peuple* avait laissé prévoir la remise en cause du statut monarchique du pays. Dans un entretien qu'elle a accordé au *Jamaica Observer*, Portia Simpson-Miller, Premier ministre, vient de déclarer : « *Il doit avoir un changement de paradigme dans les idéaux politiques de la Jamaïque* » affirmant qu'après 50 ans d'indépendance, il était temps que le pays laisse tomber ses habits coloniaux.

♦ **IRAN** – Curieusement, la télévision officielle chinoise, *China Central Television* (CCTV), a diffusé en anglais un entretien avec Reza Pahlavi, le fils du dernier Chah d'Iran. Le prince héritier y a qualifié le régime iranien actuel de « *menace* » et les élections dans son pays de « *caricatures* ». Il a également plaidé pendant une dizaine de minutes pour une aide de la communauté internationale en faveur du mouvement contestataire à l'intérieur de l'Iran qui selon lui pourrait « *paralyser* » et, à terme, « *renverser* » le régime. La diffusion de cet entretien a provoqué une vive colère des autorités iraniennes qui ont menacé l'État chinois de « *conséquences négatives sur les relations bilatérales* » et dénoncé « *cet acte perçu comme une ingérence directe dans les affaires internes de l'Iran* ».

♦ **AFRIQUE** – Créé en 2008 le *Forum des rois, sultans, princes, cheikhs et chefs coutumiers africains* à l'initiative et sous l'impulsion de Mouammar Kadhafi, alors chef de l'État libyen, se réunit désormais tous les ans. Du vivant de Kadhafi le forum était animé par un secrétaire général permanent, Jean Gervais Tchiffi Zie, chef des chefs de la communauté des Krous (Côte d'Ivoire). En août 2012, le forum s'est doté d'un nouvel organe dirigeant et donc d'un nouveau secrétaire général, Tchicaya André Méthode du royaume de Loango (Congo-Brazzaville). Cette nomination n'a pas été du goût de l'ancien secrétaire général qui tente d'organiser lui-même la réunion prévue en 2013 en Guinée équatoriale. La crise est désormais publique.

♦ **YÉMEN** – Les royalistes yéménites qui tentent de restaurer le royaume mutawakkilite renversé en 1962, participeront au dialogue national qui doit élaborer une nouvelle Constitution et préparer les élections de 2014, en vertu d'un accord ayant abouti l'an dernier au départ du président contesté Ali Abdallah Saleh.

Un espoir pour la pêche

L'année 2013 va voir l'entrée en vigueur de la nouvelle Politique Communautaire de la Pêche (PCP) et c'est une assez bonne surprise que nous a réservée Mme Maria Damanaki (Grèce), Commissaire européen pour la pêche. Tout n'est pas toujours désespérant dans la politique de l'Europe, et l'on peut avoir, vis-à-vis des fondements sur lesquels a été élaborée la nouvelle PCP, la même réaction que l'on avait eue lors du Grenelle de l'Environnement : sur de telles bases, une politique cohérente peut être mise en œuvre. Le sera-t-elle ? L'avenir le dira ; mais si elle l'est, ses résultats peuvent être positifs.

D'où est-on parti ? D'un constat d'échec total des politiques antérieures, échec **objectif** puisque c'est l'environnement qui a fourni la réponse : des stocks de poissons dont les captures se sont réduites (de 7 à 4 millions de tonnes en 20 ans) et qui sont pour la plupart dans un état d'effondrement très grave (50 % sont surexploités, et même 90 % en Méditerranée) ; une surcapacité de pêche qui interdit toute récupération des stocks ; des populations de pêcheurs dans des situations difficiles et des emplois qui disparaissent (31 % de diminution depuis 2002) ; un environnement fortement dégradé (les abondances en poissons se situent à 10 % de leur niveau d'origine) ; une *délocalisation* de l'effort de pêche pour pouvoir approvisionner les Européens (11 millions de tonnes consommées par an), qui a le plus souvent mené à des accords de pêche de plus en plus contestés, bref un tableau bien sombre. Et c'est la Commission elle-même qui en convient, à la suite d'un long processus d'enquête et après lecture

des conclusions du **Livre vert de la pêche** qu'elle avait commandité au début des années 2000. Le *sommaire sur la pêche à l'usage des citoyens* (1) liste les points noirs du secteur : « *stocks de poissons en très forte baisse ; navires de pêche trop nombreux ; flottes de pêche de l'UE générant des bénéfices très faibles ou accusant des pertes ; l'Europe doit importer les deux tiers de sa consommation de poisson.* »

L'aspect le plus positif dans cette histoire, c'est que pour une fois l'importance de la biologie et de l'écologie des poissons est prise au sérieux : « *En France, comme dans d'autres pays, les pouvoirs publics doivent arrêter, dans l'intérêt des pêcheurs eux-mêmes, de considérer que la ressource est une question subsidiaire de l'accompagnement social de la filière de la pêche.* » (2)

Il aura fallu que les pêcheries soient dans un état de délabrement profond et le secteur tout entier en crise à tous les niveaux pour que le gestionnaire finisse par admettre qu'une activité économique

exploitant des ressources naturelles renouvelables doive se préoccuper de ces ressources. Ceci, qui paraît évident au moins halieute des citoyens européens, a longtemps été incompréhensible au technocrate européen, pour qui l'idée même que la capacité de résilience des stocks de poissons puisse être un paramètre dans ses équations économiques était parfaitement incongrue. Les chercheurs avaient pourtant analysé la pêcherie européenne depuis ses débuts et avaient signalé les trois raisons majeures à cet échec annoncé : une raison politique (« *une délégation à l'Europe sans volonté commune des États membres* »), une raison méthodologique (« *des subventions pléthoriques qui amplifient la surexploitation* »), une raison écologique (« *des cibles de gestion calamiteuses* »). (3)

Reprenons.

Une raison politique. Même si le secteur de la pêche représente finalement une partie très minoritaire, voire marginale, de son activité (350 000 pêcheurs et travailleurs liés à la pêche, moins de 0,2 % de l'emploi européen), **d'une part** elle reste une source de travail et de revenus importante dans certains pays (Grèce) et régions (en Irlande, en Espagne...), **d'autre part** elle reste une activité essentielle dans la vie de l'Europe, par ses effets sur l'indépendance alimentaire, sur la culture des pays maritimes, par son rôle écologique sur l'aménagement du territoire, etc. Le pêcheur a donc un poids politique et social bien plus important que son volume économique. Peut-on imaginer une Europe sans pêche ? Le malheur, c'est que les États en général, et le nôtre en particulier, du fait même du faible poids économique du secteur, abandonnent

toute volonté de régulation au moindre **avis de tempête** sociale. Peu importe qu'il y ait du poisson ou pas, ne mécontentons pas le secteur de la pêche, quelles que soient ses revendications : après tout, le déficit économique dû à la pêche joue marginalement sur les comptes de la Nation. La droite lors du quinquennat précédent (4), comme la gauche jadis et naguère, jouait ainsi d'un double jeu consistant à déléguer à l'Europe toute initiative de régulation et à l'accuser ensuite de toutes les vilenies devant les pêcheurs. Pas de réelle politique nationale, donc pas de volonté commune pour sauver la pêche, ni au niveau national, ni au niveau communautaire.

Une raison méthodologique. Avant la politique des quotas, seule dans l'état des connaissances scientifiques actuelles qui permette une régulation efficace, les instruments ont surtout consisté à jouer sur les niveaux des flottes, ceci par des subventions à l'armement ou au désarmement des navires, qui ont été immédiatement détournées de leur objectif et ont permis - outre tous les tripatouillages financiers *légaux* - les concentrations de grandes flottes industrielles au détriment des pêcheries artisanales, pourtant plus adaptées au maintien d'un développement durable de la pêche.

Une raison écologique. La conception de la biologie des stocks de poissons était essentiellement fondée sur les théories de Malthus et Adam Smith. La *Main Invisible* (Smith) du marché allait autoréguler la pêche suivant le schéma classique : lorsque les stocks s'effondrent, la pêche cesse d'être rentable, l'effort de pêche diminue, ce qui permet aux poissons de retrouver leur abondance originelle du fait de leur énorme potentiel génésique (Malthus). Cette aberration conceptuelle aboutit aux mêmes résultats que dans les autres secteurs : effondrement durable des stocks, surcapacité et concentration des moyens, hausse des prix et baisse des revenus et des emplois. Mais les concepts ont la vie dure et l'idée que les populations de poissons pouvaient se gérer comme des actions en Bourse a longtemps empêché de considérer que l'on touchait là non pas à un *stock*, mais à un écosystème, dont les réactions sont infiniment plus complexes que la simple montée ou baisse de l'abondance : la morue du Canada n'est plus pêchée depuis son effondrement en 1992, mais sa population ne se reconstitue toujours pas.

La nouvelle PCP a donc enfin abandonné ces méthodes néfastes, devant l'effondrement généralisé du secteur. Quels



sont les principaux outils de la nouvelle mouture ?

En premier lieu, la mise en place de **Quotas Individuels Transférables**. Le calcul du *Rendement Maximal Durable* se fait donc d'abord sur la base de l'état des stocks, et la capture maximum (quota) compatible avec ce RMD sera évaluée de façon pluriannuelle. Ces quotas seront individuels et distribués par les États membres de l'Union européenne. Règle importante, car elle favorise l'adéquation entre la quantité capturable et la puissance de pêche : grâce à elle, inutile pour un pêcheur d'avoir une puissance de pêche supérieure à celle de ses concurrents pour capturer plus vite et avant les autres tout ce qui est autorisé. Il peut au contraire planifier son activité : personne ne lui **volera** la part à laquelle il a droit. Ils sont enfin transférables, mesure qui permet de réduire la surcapacité en favorisant l'abandon des navires de pêche non rentables, et ainsi d'augmenter la rentabilité de ceux qui restent (avec le risque toutefois que cela joue contre la pêche artisanale et favorise les très gros armements). La question de l'application de cette dernière règle, en France, où la pêche artisanale est considérée comme un outil d'aménagement des territoires côtiers a été soulignée par les chercheurs.

Une autre règle nouvelle et importante est l'incorporation des rejets dans le décompte des captures par navire. Une partie importante des captures (23 % !) est en effet habituellement rejetée à la mer, car ce sont des poissons non commercialisables (trop petits, pas consommés, etc.). Il sera interdit de rejeter ces poissons, et leur capture (interdite à la commercialisation) sera comptée comme partie des quotas : ceci devrait encourager les pêcheurs à éviter les lieux ou les

engins de pêche favorisant ces captures non désirées, et par là même éviter les pêches de juvéniles. Incidemment, cela permet aussi aux chercheurs de mieux suivre l'état des stocks.

Les autres règles concernent la commercialisation, la modernisation des flottes, l'autorité des États sur leurs eaux territoriales, la surveillance, la recherche... En somme, une bonne politique qui, si elle est suivie, devrait répondre à l'engagement pris lors du sommet de Johannesburg de reconstituer les ressources halieutiques d'ici 2015 (disons plutôt 2030), dans un objectif de développement durable.

Reste à savoir si tout ceci fonctionnera, et si les États auront le courage de résister aux groupes de pression. Quand on apprend que près de 30 % des poissons vendus le sont sous de fausses appellations (5) et que l'opacité est la règle dans ce secteur, et à la lumière des positions gouvernementales des années passées, on est en droit d'en douter : qui se souvient encore du Grenelle de la Mer, où toutes ces bonnes résolutions étaient déjà énumérées?

François VILLEMONTÉIX

1) http://ec.europa.eu/fisheries/reform/docs/citizenssummary/citizenssummary_fr.pdf

(2) extrait de la remarquable synthèse de Marcel-Pierre Cléach, sénateur de la *Sarthe* : « *Marée amère : pour une gestion durable de la pêche* », document de l'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques, décembre 2008.

(3) Audition des chercheurs Philippe Cury et Didier Gascuel par l'Assemblée nationale, 31 janvier 2013 <http://sirs.agrocampus-ouest.fr/AFH/index.php/presse>

(4) *Royaliste* n° 941, pages 6-7, « *Crise de la pêche – Les décisions à prendre* ».

(5) *Le Monde*, 22 février 2013.

Ein Reich, ein Volk, ein Führer !

Adam Tooze, historien et économiste anglais, enseigne l'histoire de l'Allemagne à l'université de Yale.

Publié dans sa version française en 2012, *Le salaire de la destruction - Formation et ruine de l'économie nazie* (1) fera date dans la compréhension toujours plus avancée de l'histoire de l'Allemagne de 1930 à 1945. L'auteur va concentrer son analyse sur l'économie, par-delà les fausses images véhiculées par la propagande nazie elle-même, les dénégations de mémoire des criminels de guerre, les oublis volontaires du peuple allemand.

Rapidement après son accession à la chancellerie de la République de Weimar le 30 janvier 1933, Adolf Hitler va faire muter l'économie allemande vers une économie de guerre, en concentrant ses priorités sur le réarmement. À cette fin, l'Allemagne devait importer des matières premières qui ne pouvaient être financées que par les devises obtenues par l'exportation. Ainsi Hitler avec l'assistance dévouée de Schacht pratiqua-t-il un *dumping* monétaire astucieux en évitant de froisser les intérêts des États-Unis.

L'auteur écrit avec justesse qu'il s'agissait d'une continuation de la politique de Stresemann de recherche d'alliance avec les États-Unis, pour peser sur les exigences françaises de paiement des indemnités de guerre prévues par le Traité de Versailles, considéré comme un **chiffon de papier**. Les tensions inflationnistes générées par la sur-

chauffe de l'économie allemande créèrent de grandes craintes en Allemagne. Déjà s'exprimaient l'obsession de la stabilité monétaire combinée à une politique d'exportation agressive.

Automne 1938, la crise des Sudètes ayant failli provoquer l'entrée en guerre de la France et de la Grande Bretagne alliées de la Tchécoslovaquie va générer une des plus grandes peurs politiques d'Hitler et de son état-major. En effet à cette date, Adam Tooze démontre que l'Allemagne était dans l'incapacité économique de soutenir un conflit armé. La lâcheté franco-britannique exprimée à Munich évita la catastrophe pour le régime nazi. Ce que l'auteur nous apprend, c'est que cette grande peur d'avoir pu perdre aussi rapidement une guerre a fait surgir la violence à son paroxysme contre les Juifs.

La Nuit de Cristal du 10 novembre 1938 est directement liée à la crise des Sudètes. Goering regrettera publiquement que la violence se soit exprimée dans la destruction des boutiques tenues par des Juifs car le coût des vitrines en verre spécial importé de Belgique, pour les remplacer, amputera le budget de réarmement de l'Allemagne. Goering dans sa logique raciste et économique aurait préféré que 200 Juifs fussent massacrés plutôt que leurs biens détruits.

En 1939, le réarmement engagé par la France et par l'Angleterre menace les efforts en-

core fragiles de celui de l'Allemagne qui conserve cependant, hors la marine, une avance. Dès lors, dans la projection des productions industrielles, la guerre ne pouvait être déclarée qu'en 1939. Toujours pour ces motifs économiques, Hitler joua son va-tout en mai 1940, concentrant la quasi-intégralité de ses meilleures divisions, sans disposer de réserves, dans la manœuvre d'enveloppement du corps franco-britannique qui préluda l'effondrement militaire de la France. L'analyse par les données économiques de la guerre apporte un éclairage froid.

Un des mythes (mensonges) qui survivent tombe grâce à Tooze. La Wehrmacht, - l'armée allemande, pas la SS - conçoit, afin d'assurer au peuple allemand une alimentation suffisante pendant toute la guerre, de conquérir l'Ukraine et d'affamer, dans le plan de la faim 30 millions de personnes. Le 23 juin 1942, deux mois avant la moisson, Backe, ministre de l'Alimentation du III^e Reich, analyse que les rations polonaises sont déjà trop faibles, aucun surplus ne peut être significativement prélevé pour nourrir le peuple allemand et qu'ainsi : « *Le Gouvernement général compte encore aujourd'hui 3,5 millions de Juifs. La Pologne doit être nettoyée au cours de l'année.* » Le Gauleiter Franck aura ainsi pour mission de faire disparaître très rapidement 2 millions de Juifs **inutiles** de la chaîne alimentaire.

La mise en équation économique d'une telle donnée est glaciale. Goering le déclara le 5 août 1942 « (...) *Le Führer a dit et redit, et je le répète après lui : si quelqu'un doit avoir faim, ce ne seront pas les Allemands, mais d'autres peuples (...).* »

Le pillage des économies sous occupation allemande a été flagrant. L'Allemagne a ainsi pillé la France de l'équivalent actuel de 77 milliards d'euros entre 1940 et 1944 auxquels s'ajoutent 13 milliards d'euros d'achats effectués par l'Allemagne aux entreprises françaises, payées par la Banque de France qui émettait une créance sur la banque d'Allemagne - créance qui ne sera bien sûr jamais remboursée.

Ce que l'auteur n'indique pas, c'est que la France sut toujours honorer ses engagements envers les Allemands, aux lendemains des 100 jours de Napoléon I^{er}, puis de la défaite de 1871 alors que les Allemands - avec en particulier la complicité malheureuse de pacifistes français dont Aristide Briand - ont fait défaut sur les indemnités qu'ils devaient aux Français au titre du Traité de Versailles. Il est nécessaire de ne pas oublier notre histoire.

D'autres aspects du fonctionnement de l'économie allemande, hors l'effroyable univers concentrationnaire qui est maintenant plus connu, marqueront le lecteur. Ainsi le recours à la main d'œuvre servile fut érigé en institution économique en Allemagne. Plus de 7 millions de personnes en moururent. À la fin de la guerre, un travailleur sur trois de l'industrie d'armement était un esclave étranger.

Les multiples informations nouvelles mises en perspective avec talent et méticulosité, font de cet ouvrage une essentielle lecture historique, enrichissant particulièrement notre compréhension de l'histoire de la nation allemande.

Jean LATOUR

 (1) Adam Tooze - « *Le salaire de la destruction - Formation et ruine de l'économie nazie* », éd. Belles lettres, 2012, prix  Achat immédiat | franco : 31 €.

Le centenaire de Paul Ricœur

Le centenaire de Paul Ricœur nous surprend, alors que le philosophe ne nous a quittés qu'il y a quelques années. Pareil événement lui vaudrait-il de siéger, pour nous, désormais hors du temps, lui dont la pensée n'a cessé d'interroger sa mobilité et son imprévisibilité ? Sûrement pas. D'ailleurs, les nombreux colloques de cette année jubilaire, qui reviennent sur tous les aspects de son œuvre, démontrent qu'il fut le contraire d'un théoricien, fondateur d'un système. Sa manière et sa méthode consistent dans une perpétuelle remise en cause des systèmes tout faits, pour être fidèle à une exigence inextinguible d'*homo viator*, de pèlerin inassouvi. Mais avant même de s'aventurer sur les chemins qu'il a explorés, en laissant aux autres toute faculté de les poursuivre ou non, il est impossible de ne pas évoquer le milieu où il vécut et ceux qu'il côtoya. Je crains que le domaine des *Murs blancs* de Châtenay-Malabry, où il vécut la plus grande partie de sa vie n'ait été transformé en projet immobilier recouvrant le parc et les pavillons où Emmanuel Mounier avait imaginé un style de vie communautaire, partagé avec les compagnons les plus engagés dans son aventure. Certes, la rue qui borde le nouvel ensemble doit toujours s'appeler Henri-Irénée Marrou, mais trouvera-t-on au moins une plaque pour rappeler qu'ici se côtoyaient le grand historien, Paul Ricœur, Jean-Marie Domenach, Paul Frayse, Paulette Mounier et leurs familles ? Quelqu'un aura-t-il l'idée de faire un jour l'histoire des *Murs blancs*, ce lieu quand même privilégié pour les plus beaux échanges intellectuels, où retentirent aussi des rires d'enfants et se déroulèrent quelques drames ? J'ai encore dans l'oreille certains souvenirs racontés par Domenach, notamment sur la période 1968 ou encore des évocations émanant de la génération suivante.

Paul Ricœur a écrit dans ce cadre la plus grande partie de son œuvre et cet environnement n'est nullement secondaire, même si par ailleurs sa curiosité traversait les espaces et les océans. Autre point de repère trop oublié : à l'origine de sa vocation philosophique, il y a la rencontre avec Gabriel Marcel et la fréquentation assidue des réunions hebdomadaires rue de Tournon. Ce que son hôte lui apprendra pour toujours, c'est la liberté de la pensée, l'obligation de penser par soi-même en abandonnant toutes les béquilles. Gabriel Marcel se distinguait encore par son goût du concret que l'on appelait alors existentiel, mais trouvait avec lui des résonances singulières. Jean-Luc Marion a remarqué, dans un récent entretien au *Figaro* à l'occasion du centenaire, que c'est le dernier Ricœur qui s'était mis à parler à la première personne, renouant avec son point de départ. C'est qu'entre-temps il s'était passionné pour l'œuvre de Husserl, qu'il a traduite en captivité et contribuera à faire connaître en France. C'est sans doute ce qui le distingue comme penseur : cette dualité entre le socratisme personneliste de Marcel (et aussi de Mounier) et cette orthodoxie universitaire, absolument exemplaire, car il était un lecteur incomparable. Ne publiera-t-il pas des volumes entiers de ces **lectures**, qui montrent son infini respect pour la pensée d'autrui alors qu'il opère tout de même une critique de la critique, notamment à l'égard de ceux qu'il appelait « *les penseurs du soupçon* ».

par Gérard Leclerc



C'est particulièrement, sous cet aspect, que j'ai fait la rencontre de Ricœur dans mon propre parcours. N'ayant pas été à son école, comme ses disciples les plus fidèles, je l'ai croisé souvent, lorsqu'il m'apportait un éclairage précieux sur des domaines étonnamment divers. Aussi bien en philosophie politique, en psychanalyse, à propos du structuralisme, de la philosophie analytique anglo-saxonne... Puis ultimement sur l'histoire, la mémoire, la reconnaissance. Comme le dit encore très bien Jean-Luc Marion à Sébastien Lapaque : « *Ce qui m'apparaît néanmoins comme une faiblesse dans son attitude c'est qu'il ne part jamais de son propre point de vue. C'est un point qu'il a en commun avec Derrida.* » Et non avec Emmanuel Levinas ou Michel Henry qui ont pensé à partir de leurs propres découvertes : le visage d'autrui chez le premier, la chair vivante chez le second. Néanmoins, sa lecture était toujours passionnante et permettait que surgissent des concepts nouveaux qui faisaient rebondir la pensée et ouvraient un espace nié par le positivisme régnant : l'identité narrative, la métaphore vive. L'avantage de sa démarche consiste à toujours penser étroitement avec, et non contre, mais avec la possibilité d'une ouverture ou d'un gain. Cela n'est pas seulement vrai avec ceux qui sont loin de ses

convictions intimes, mais aussi avec les plus proches. Je songe à cette formule que l'on peut trouver très injuste mais qui oblige à comprendre en quoi Ricœur obligeait à une *metanoïa* constante : « *Avec Levinas, on est tellement dehors que l'on ne sait plus comment rentrer chez soi et avec Michel Henry, on est tellement chez soi que l'on ne sait plus en sortir.* » C'est vrai qu'avec son personnalisme dialogique, l'auteur de *Penser soi-même comme un autre* s'affirme comme un médiateur qui oblige à aller au-delà de soi-même.

On pourrait en dire autant à propos de ses rapports avec ce contraire qu'était Michel Foucault. Dans sa biographie indispensable de Ricœur, François Dosse remarque que l'auteur du *Souci de soi* n'est pas si loin de celui dont il avait pourfendu la philosophie du sujet. Mais curieusement, Foucault, tout à la fin, semble s'enfermer dans un solipsisme esthétique tandis que Ricœur ne cesse de se référer à la dimension communicationnelle, où il consonne totalement avec Habermas.

Mais il n'est pas possible d'échapper *in fine* à la question du rapport entre foi et raison chez le calviniste impénitent que le penseur fut de sa naissance à sa mort. On sait avec quel mépris Sartre a pu l'accabler de sarcasmes. Il est indéniable qu'on retrouve sans cesse, même au sein d'une carrière universitaire impeccable par ses distinctions épistémologiques, les repères les plus essentiels d'une anthropologie chrétienne, qu'il s'agisse de la volonté et de la liberté, du mal, de la transcendance des actes humains et plus généralement dans le refus de toute clôture positiviste. Il est vrai en même temps, comme le dit encore Marion, qu'il fut parfois sensible à l'excès aux objections de ses adversaires rationalistes. Pourtant, c'est une constante chez lui de marquer plus que la différence entre les domaines. Comme Simone Weil, il mettait face-à-face les massifs de la philosophie et de la Révélation, et pour tout dire Athènes et Jérusalem, ces deux villes étant les deux cités mères de son inspiration, sans qu'on puisse les confondre ou même esquisser une cité mixte qui les fusionnerait. Appartenant aux deux cités, il n'a cessé de les habiter simultanément, trouvant dans cette bilocation une des sources de son incessante herméneutique de la condition humaine.

■ Jean-Luc Marion - « *Ricœur fut un penseur de l'histoire* », *Le Figaro*, jeudi 28 février 2013.

■ François Dosse - « *Paul Ricœur - Les sens d'une vie* », *La Découverte*, 2001. Voir *Royaliste* n° 696.

■ La plupart des ouvrages de Paul Ricœur sont toujours disponibles, la plus grande partie ayant été publiés au Seuil.

Images cocos et anticocos

Pour tous ceux qui pensent que l'histoire de la propagande est un pan important de l'histoire politique, la sortie complémentaire, aux éditions Les Échappés, de deux recueils d'affiches françaises, respectivement pro et anticommunistes, est un évènement à ne pas manquer.

A la promotion exaltée de l'idéologie répond sa dénonciation virulente. Commençons par celle-ci. L'historien Nicolas Lebourg nous propose un *Mort aux Bolchos* où se retrouvent les grandes images qui nourrirent, quelques décennies durant, un anticommunisme sans concession : le communisme, c'est la guerre, la mort de la France, la fin de la République et la ruine des travailleurs. Et, selon l'air du temps, une nouvelle manifestation du complot Juif !!!

À ces dénonciations, répond un *Vive les Soviets*, signé du professeur Romain Ducolombier. On y apprend, bien sûr, que le communisme, c'est la paix et la liberté, l'indépendance de la France et la défense de la République. L'air du temps n'est pas non plus sans influence : si les affiches

des années 20 exaltent la dictature du prolétariat et dénoncent un patriotisme fourvoyé, celles des années 60, plus consensuelles, proclament la défense de la propriété privée, menacée par les trusts (américains, ça va de soi) !!! Cette double promenade iconographique, illustrée par des textes pertinents, est passionnante.

On constatera toutefois, et tant pis si cela fait vieux ronchon, que la créativité des affichistes s'étiole largement au fil des ans, comme si les préoccupations esthétiques abandonnaient la communication politique.

Patrick PIERRAN

📖 Nicolas Lebourg - « *Mort aux Bolchos* », Les Échappés, prix franco : 36 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 Romain Ducolombier - « *Vive les Soviets* », Les Échappés, prix franco : 36 €. ➔ [Achat immédiat](#)

Dernier Roi

Ceux qui ont toujours été rétifs à la prose d'André Malraux ont parfois tort. Il a été l'un des premiers à conter cette extraordinaire histoire dans l'Indochine française de la fin du XIX^e siècle.

Ce livre d'Antoine Michelland (1) commence comme un roman, à dire vrai moyennement écrit. On s'interroge d'emblée sur la surabondance de qualificatifs pour décrire la vie et l'itinéraire de Marie-Charles David (de Mayréna). Grand tort, puisque le récit nous emporte après une dizaine de pages. On connaît peu l'histoire de l'Indochine française avant la guerre du même nom. C'est proprement passionnant. Au-delà de la biographie d'un personnage parfaitement hors normes, cet ouvrage nous décrit sérieusement et agréablement cette partie un peu délaissée de l'histoire de l'Empire colonial français.

Issu de la bonne bourgeoisie française qui doit sa réussite au Premier Empire, Charles pourrait être l'archétype du bourgeois français du XIX^e siècle. C'était sans compter sans un goût de l'aventure, un désir extraordinaire de faire quelque chose de grand de sa vie. D'abord officier, vrai guerrier, David va se passionner pour l'Indochine et notamment pour une partie importante, le territoire des Sedangs, ethnies Moï qui occupait une région montagneuse coincée entre l'Annam, le Siam et le Laos. Au point d'en devenir le roi, parfaitement reconnu par l'ensemble des tribus qui peuplaient ce territoire. En ce début de colonisation, le tout va être de se faire reconnaître par les grandes puissances de

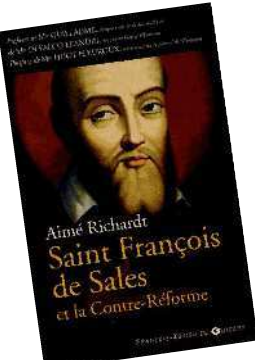
l'époque. C'est là que les ennuis vont commencer pour lui. Les fonctionnaires locaux du gouvernement français ne vont pas voir arriver d'un bon œil un personnage aussi sulfureux qui avant de ceindre la couronne, n'avait pas laissé que de doux souvenirs de sa présence dans la région, et l'affaire tournera très mal pour lui.

Au-delà de son histoire personnelle, racontée fort en détails par notre auteur, on est sidéré par l'importance d'un personnage historique que personne ou presque, ne connaît plus. C'est qu'il a laissé une postérité imposante dans les lettres, à travers de Malraux déjà cité, mais aussi de Rudyard Kipling, jusqu'au cinéma qui adaptera son histoire sous d'autres cieux et d'autres temps avec Francis Ford Coppola (*Apocalypse Now*) ou Pierre Schoendoerfer qui lui consacra un roman remarqué. David de Mayréna est le profil type d'un acteur de l'histoire dont nul ne serait capable de le situer au simple énoncé de son nom mais que tout le monde connaît via l'abondance des traces qu'il a laissées dans les esprits et dans les œuvres de quelques uns des principaux auteurs du XX^e siècle.

Ce livre est un voyage. N'hésitez pas à partir, vous ne le regretterez pas.

Paul DUCADRE

📖 (1) Antoine Michelland - « *Marie I^{er}, le dernier roi français* », Perrin, 2012, prix franco : 24 €. ➔ [Achat immédiat](#)



Aimé Richardt

Saint François de Sales et la Contre-Réforme

Prix franco : 27 € ➔ [Achat immédiat](#)

CONGRÈS 2013

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **13 et 14 avril 2013**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**L'unité de la nation française**" et, d'autre part, "**Politique militaire de la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Virements automatiques

En prévision de l'augmentation sensible de notre loyer dans nos futurs locaux, nous avons sollicité tous ceux qui règlent leur cotisation ou leur abonnement par virement automatique, et qui n'en ont pas revalorisé le montant depuis longtemps, de le faire, ne serait-ce que de quelques euros. Merci de répondre à cet appel.

Si vous partagez nos objectifs

Adhérez à la NAR !

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● **Mercredi 20 mars** - Diplômé d'histoire, de sciences politiques et de chinois, docteur d'État, **Jean-Luc DOME-NACH** est directeur de recherches à Sciences po où il enseigne, après avoir vécu plusieurs années en Chine. Auteur de nombreux ouvrages - nous l'avons reçu à plusieurs reprises - il a récemment consacré un livre à un homme follement adulé de son vivant, en Chine mais aussi par une fraction de l'intelligentsia européenne.

La vérité du maoïsme fut longue à apparaître mais la voici entièrement dévoilée : « **Mao, sa cour et ses complots** » vont à l'encontre de la légende. Tandis que la masse des Chinois subit l'emprise totalitaire, la famine et les échecs du communisme, puis la furie de la Révolution culturelle, le génial conducteur du peuple vit dans le luxe avec son entourage et se complait dans les luttes de pouvoir marquées par des purges violentes... Jean-Luc Domenach décrit un homme isolé, contesté puis récusé. De quelles manières Mao marque-t-il encore la Chine ?

● **Mercredi 27 mars** - Chercheur en Sciences politiques, **Gaël BRUSTIER** avait publié en 2011 un *Voyage au bout de la droite* qu'il nous avait présenté l'an passé. Son nouveau livre porte sur les luttes idéologiques, qui n'ont pas disparu malgré tout ce qu'on a pu écrire sur la mort des idéologies. Sous cette fiction, l'occidentalisme a conquis l'hégémonie culturelle en remplacement du marxisme et des thématiques épuisées de la gauche classique. Tissé de contradictions, il mêle l'angoisse sécuritaire, l'hédonisme, la peur d'un islam qui menacerait le mode de vie occidental...

Prise au piège de l'Europe ultra-libérale, la gauche de gouvernement croit s'en sortir par des réformes sociétales tandis que la gauche de la gauche en reste aux années trente. Pourtant, Gaël Brustier affirme que « **La guerre culturelle aura bien lieu** ». Mais y a-t-il une gauche populaire capable de mener cette guerre ? Pour quels objectifs ? Et avec quels alliés, si tant est qu'elle souhaite déborder ses frontières ?

● **Mercredi 3 avril**
ATTENTION : Conférence repoussée au 15 mai

Ancien élève de l'ENA et docteur en sciences de gestion, professeur des Universités et conseiller scientifique du Coordonateur à l'intelligence économique, **Claude ROCHET** a publié de nombreux ouvrages sur le gouvernement, la stratégie de l'État, l'innovation... L'an dernier, il a traduit et préfacé le livre d'Erik Reinert, entrepreneur norvégien et économiste hétérodoxe qui explique « *Comment les pays riches sont devenus riches, pourquoi les pays pauvres restent pauvres* ».

Frappées par les guerres commerciales et les guerres monétaires, de très nombreuses

nations européennes sont victimes de la désindustrialisation, du chômage et de la pauvreté. Ce constat nous est familier mais il est toujours plus urgent de présenter les solutions générales qui permettront d'éviter de nouvelles destructions. Dans l'esprit du colbertisme, dont Erik Reinert s'inspire, il faut « **Sortir du libre échange** » et appuyer le développement économique sur de nouvelles analyses et sur une expérience historique aujourd'hui négligée.

● **Mercredi 10 avril** - Le discours xénophobe classique sur l'immigration est aujourd'hui remplacé par le thème de la lutte contre l'islamisation, qui est privilégié par le Front national de Marine Le Pen mais qui séduit aussi certains militants de la gauche laïque. Menace d'une insurrection armée, atteinte aux valeurs de notre civilisation et à notre mode de vie : il faut prendre ces thèmes au sérieux car ils sont l'une des expressions de la crise européenne. Mais faut-il s'y enfermer ?

Docteur en Sciences politiques, spécialiste des croyances, des religions et des sectes, professeur des Universités et directeur de l'Observatoire du religieux, **Raphaël LIOGIER** a consacré un ouvrage au « **Mythe de l'islamisation** » : il examine le thème du déferlement quantitatif d'une immigration qui serait essentiellement musulmane, analyse la question des conversions réputées massives et celle de la « conquête musulmane » avant de montrer que les musulmans français sont en train d'effectuer une transition culturelle qui provoque des réactions fondamentalistes et des dérives djihadistes.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Oligarques en péril

La défaite cuisante subie par Mario Monti lors des élections italiennes n'a pas fait dévier d'un pouce la ligne fixée par les oligarques à Berlin, à Bruxelles, à Paris. L'austérité sera maintenue, au besoin renforcée, dans le parfait mépris des peuples qui la subissent. Écoutons la rumeur médiatique : les foules qui apportent leurs suffrages à Beppe Grillo ou à Silvio Berlusconi, nous dit-on, ne sont pas dignes de la moindre considération. Le premier n'est-il pas un humoriste ? Le second n'est-il pas perdu de réputation ?

En haut lieu, on se rassure à bon compte en personnalisant à l'excès les enjeux. Quel que soit le pays, la protestation populaire se fixe sur les tribuns tels qu'ils se présentent, de droite ou de gauche, vulgaires ou distingués, intelligents ou obtus. C'est sans doute regrettable mais on n'arrêtera pas le mouvement en plaçant des millions d'électeurs dans la catégorie infamante du populisme. Pour les citoyens révoltés, ce n'est qu'une humiliation supplémentaire. Pour ceux qui, parmi eux, cherchent une issue positive à la crise générale, c'est une nouvelle source de confusions et de disputes stériles. Le populisme, aujourd'hui, englobe l'extrême droite, l'extrême gauche, les adversaires de l'euro, les ennemis de l'élite, les classiques démagogues. C'est trop. Trop de simplifications et trop d'amalgames qui ne sont d'aucune aide quand on essaie de penser, tâche difficile, la catastrophe en cours. Les mouvements populaires qui sont en train de se manifester dans les rues espagnoles et portugaises ou qui s'expriment dans les urnes grecques et italiennes

sont la conséquence de trois phénomènes :

L'effondrement du projet européen. On a présenté aux citoyens des différentes nations la perspective d'un grand marché de consommateurs qui laissait supposer une prospérité croissante. L'austérité imposée ruine cet espoir. Confrontés à la récession, au chômage et à la pauvreté de masse, d'innombrables citoyens estiment que ce projet européen est un échec, un mensonge, ou les deux à la fois.



L'effondrement des gauches. Les partis communistes sont des survivances et les partis socialistes ont abandonné leur doctrine de progrès économique et social pour pratiquer les fausses vertus de l'ultra-libéralisme. En Italie, en Espagne, au Portugal, en France, les masses protestataires sont privées de recours aux partis socialistes qui tentent de les abuser le temps d'une campagne électorale pour mieux les abandonner juste après.

L'effondrement lent des institutions démocratiques. Quand les gouvernements de droite et de gauche s'alignent sur la Commission européenne sitôt les élections passées, quand ils signent des traités européens qui

les privent de leurs pouvoirs, quand ils ne tiennent aucun compte des référendums en France et aux Pays-Bas, quand ils laissent une troïka se livrer au saccage et au pillage de la Grèce, il est évident que ce n'est pas le « populisme » qui menace la démocratie mais l'oligarchie.

Ces effondrements marquent la fin du XX^e siècle. Les doctrines totalitaires sont mortes et le stalinisme, le maoïsme, le fascisme, le nazisme seront sans résurrection. L'utopie européenne et celle du marché mondialisé viennent de trépasser. Les partis du XX^e siècle sont à l'agonie alors que les formations politiques du XXI^e siècle ne sont pas encore nées. C'est là un moment passionnant et dangereux. Dans les masses contestataires, il est normal que la recherche de solutions soit désordonnée puisque les vieux partis sont incapables de structurer une opposition cohérente. Du coup, une fraction de l'opinion peut se laisser prendre par telle ou telle forme de radicalisme droitier – ou bien se satisfaire d'actes de pure et simple violence.

Le pire serait de fuir le danger. Même si cela constitue une marque de « populisme », il faut affirmer que l'affrontement n'est plus entre les partis de droite et de gauche mais entre l'oligarchie et le peuple. Le Front national s'inscrit dans cette dialectique et on n'arrêtera pas sa progression par des appels à la vigilance antifasciste. C'est le principe gaullien du rassemblement qu'il faut reprendre afin de constituer le parti patriote qui est en latence depuis l'échec du Pôle républicain. Qui saura être le rassembleur capable de donner sens et cohérence à la révolte qui gagnera tôt ou tard la France ?

Bertrand RENOUVIN